

M. Jelinek: Nous comptons avoir très bientôt une solution, un règlement dans l'honneur et la dignité pour les survivants des torts qui ont été attribués à un gouvernement canadien d'il y a 43 ans.

* * *

LA PORNOGRAPHIE

ON DEMANDE DE RENFORCER LA LÉGISLATION DES DOUANES ET DE L'ACCISE

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Un terrible cancer est en train de ronger la moralité et la dignité de notre population. Je veux parler de la prolifération insidieuse de matériel véhiculant de la pornographie intégrale et violente. Plus de deux cents revues illustrant de la pornographie intégrale et violente à laquelle participent des femmes et de jeunes enfants entrent aujourd'hui au Canada.

Mme Copps: Et il réduit le personnel des Douanes.

Des voix: Chut!

M. Attewell: Quand va-t-on se décider à renforcer la législation des douanes et de l'accise afin d'empêcher pareilles ordures d'entrer au pays?

M. Keeper: Que dire du nombre des inspecteurs?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, mon collègue se rend compte que notre ministère est chargé de l'application des dispositions du Tarif des douanes qui interdit l'importation au Canada de matériel pornographique.

M. Keeper: Sans personnel.

M. MacKay: Je puis assurer à mon collègue que les hauts fonctionnaires de mon ministère vont collaborer étroitement avec ceux du ministère de la Justice en vue de trouver une solution législative aux problèmes identifiés par la Commission Fraser et la Commission Badgeley. Entre-temps, je peux garantir à tous les députés que le gouvernement va se montrer vigilant et essayer d'empêcher l'importation de ce genre de matériel.

M. Broadbent: Il n'y a que deux inspecteurs dans tout le pays.

* * *

[Français]

L'IMMIGRATION

LA POSSIBILITÉ D'EMBAUCHER DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS DANS LE BUT DE COUPER LES SALAIRES DES CANADIENS—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Immigration). Comme le ministre le sait, son collègue, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, a discuté et rejeté une proposition de la société multinationale Daewoo d'amener des centaines de travailleurs coréens travailler dans une usine de textiles au

Questions orales

Québec ou ailleurs au Canada à des salaires plus bas que ceux payés . . .

M. le Président: A l'ordre, une question s'il vous plaît.

M. Heap: Oui, monsieur le Président.

Est-ce que le ministre a déjà considéré cette idée d'amener des travailleurs étrangers dans le but de couper les salaires des Canadiens?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, en réponse au député de Spadina, qui de toute évidence a été induit en erreur par un article paru dans le magazine *Maclean's*, je dirai que je n'ai parlé qu'une seule fois à un représentant de Daewoo. La société avait fait une proposition au ministère, mais nous avons répondu immédiatement qu'elle était inacceptable.

LES MOTIFS DU REJET DE LA PROPOSITION

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre qui a répondu pour la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. A-t-on rejeté la proposition en raison des réductions de salaires proposées ou bien le ministre pourrait-il envisager, à l'avenir, la possibilité d'un marché qui comprendrait l'importation de travailleurs étrangers pour faire baisser les salaires au Canada?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, la question est naturellement hypothétique, mais je peux dire au député qu'il y avait au moins cinq bonnes raisons pour lesquelles la proposition de Daewoo était inacceptable.

M. Broadbent: Citez-en quelques-unes.

* * *

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE POUR UNE USINE DE TRAITEMENT DU HOMARD

M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Pendant son absence, le gouvernement du Canada a accordé une aide financière au président de Clearwater, M. John Risley, pour ouvrir une usine d'entreposage et de traitement du homard de deux millions de livres à Arichat, au Cap-Breton. Les pêcheurs de homard de la région craignent que cette usine ne détruise bien plus d'emplois qu'elle n'en créera si le projet d'élevage de homards se concrétise. Le ministre s'engagera-t-il à garantir par écrit qu'il donnera l'ordre à l'entreprise de ne pas mettre sur pied un projet d'élevage du homard dans cette usine?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le député est encore une fois en retard dans les nouvelles. Les renseignements qu'il vient de donner à la Chambre nous avaient déjà été communiqués et nous sommes en train d'examiner la situation.